

Chers parents,

La crise sanitaire que nous traversons depuis mars dernier a mis en lumière le rôle majeur de l'école dans notre société, mais aussi son manque cruel de moyens et de reconnaissance de ses personnels.

En effet, le nombre d'enseignant-es est insuffisant, ils et elles sont largement moins bien payé-es et les classes sont plus chargées que les autres pays européens. En tirant l'école vers le bas, cela a des conséquences sur la qualité du service rendu aux élèves. Alors que les inégalités scolaires se sont encore creusées durant la crise sanitaire, le gouvernement devrait faire le choix d'un recrutement massif de professeur-es pour améliorer la qualité d'apprentissage des élèves, mais aussi de limiter les risques sanitaires en réduisant la taille des classes. Une hausse des salaires permettrait de rendre plus attractive une profession largement dévalorisée et boudée par les jeunes diplômé-es.

« Enseigner est un métier », comme vous avez sans doute pu vous en rendre compte lors du premier confinement avec l'école à distance. Or pour bien faire son métier, il faut être formé et continuer à se former tout au long de sa carrière. Ce qui n'est pas ce que met en place le ministère.

La politique de l'école inclusive pour les élèves en situation de handicap est aussi défailante. De nombreux élèves se retrouvent sans accompagnant-e, le plus souvent parce que les conditions d'emploi dégradées des AESH constituent un frein au recrutement.

Depuis son bureau, le ministre prend des décisions sans tenir compte des attentes ni du savoir-faire des enseignant-es. Ainsi, à l'école maternelle, un nouveau projet de programmes scolaires prévoit un bouleversement complet de cette première école avec notamment l'instauration de tests : quelle prise en compte du bien-être du jeune enfant découvrant l'école ?

Vous le voyez l'école a besoin qu'on s'occupe d'elle, de façon urgente. C'est pourquoi, après de multiples interpellations du ministre qui sont restées sans réponse, la communauté éducative se mobilise.

Nous serons donc en grève le mardi 26 janvier, pour exiger la mise en route d'un plan d'urgence pour l'école. Cette demande s'inscrit dans un contexte de crise qui revêt une importance particulière pour les services publics. Nous savons combien les mois qui viennent vont être difficiles et nécessiteront des mécanismes de solidarité dans une société plus juste et moins inégalitaire. Dans ces conditions nous ne nous résignons pas à une école qui ne se soucie pas du meilleur pour l'avenir de ses élèves.

Nous comptons sur votre plein soutien.